



Financement des TPE et des PME : une priorité majeure

Une réunion de travail sur le financement des TPE et des PME s'est tenue à Bercy le 20 septembre 2011 avec les représentants des entreprises, des banques, de la Banque de France et de la médiation du crédit. Frédéric Lefebvre, Secrétaire d'Etat chargé des PME, a demandé aux représentants des banques de faire du financement des TPE et des PME une priorité majeure de leur politique et de se mobiliser pour atteindre l'engagement pris d'un délai de traitement de 15 jours maximum ainsi que le développement de solutions de financement de la trésorerie.

La Banque de France a présenté lors de cette réunion un nouvel indicateur sur le financement des TPE, élaboré avec le concours des banques et qui sera désormais publié trimestriellement. Cet indicateur montre que le crédit aux TPE représente 64 % des crédits aux PME. Gérard Rameix, président de l'Observatoire du financement des entreprises a remis le rapport sur le financement des TPE commandé par les ministres. Ce rapport met en évidence les lacunes de l'information statistique disponible sur ce sujet et constate que la situation financière des TPE s'est globalement améliorée depuis 2009 mais reste variable selon les entreprises dont beaucoup restent très dépendantes du crédit bancaire.

Les deux documents sont disponibles en téléchargement sur :

1- <http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/telechar/economie/entreprises/2011-06-stat-info-financement-des-pme-france-trimestriel.pdf>

2- <http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Remise-du-rapport-de-Gerard-RAMEIX-sur-l-acces-au-financement-des-TPE-a-Messieurs-Francois-BAROIN-et-Frederic-LEFEBVRE>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la Banque de France

Jusqu'au 17 février 2012, les cinq billets 500 F Pierre et Marie Curie, 200 F Gustave Eiffel, 100 F Cézanne, 50 F Saint-Exupéry et 20 F Debussy peuvent être échangés contre des euros dans les caisses des succursales de la Banque de France et auprès des agences de l'IEDOM. Après cette date, plus aucun billet en franc ne sera échangeable.

Agence de financement des collectivités locales

Le 20 septembre 2011, les collectivités locales ont annoncé la création d'une agence de financement afin de sécuriser leurs investissements. L'agence sera constituée en Epic (Etablissement public, industriel et commercial), regroupant les élus des différents niveaux de collectivité, qui pilotera une agence d'investissement local de type société anonyme. Celle-ci empruntera pour le titre des collectivités locales sur les marchés financiers. Les collectivités locales apporteront des fonds à l'Epic sous forme d'un droit d'entrée remboursable. Une proposition de loi sera bientôt déposée au Parlement pour une adoption avant la fin de l'année et un amendement sera inséré dans le projet de loi de finances 2012. L'agence pourrait être opérationnelle en 2012. Elle se conformera aux exigences des réglementations bancaires et aux nouvelles normes de Bâle III et ne fournira que des produits simples et sécurisés. Ce projet avait été validé par la Cour des comptes dans son rapport du mois de juillet 2011 dans lequel elle avait demandé des garanties sur son fonctionnement, notamment ses fonds propres et sa capacité à respecter les règles de Bâle III. Les élus escomptent, au départ, une soixantaine d'adhésion, et estiment que, dans 10 ans, l'agence devrait occuper le quart du marché des prêts aux collectivités locales. Toute collectivité sollicitant des ressources devra afficher une bonne santé financière et un niveau d'endettement acceptable.

La médiation au service des consommateurs

Au cours du colloque qui s'est déroulé le 27 septembre 2011 sous le patronage de Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé de la consommation, réunissant une centaine d'acteurs du service de la médiation, la charte de la médiation de la consommation a été présentée et les participants ont débattu sur des médiations de qualité dans le secteur de la consommation ainsi que sur la généralisation de la médiation de la consommation. Créée dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet 2010, portant réforme du crédit à la consommation auprès de l'Institut national de la consommation, la Commission de la médiation a été mise en place en octobre 2010. Elle est opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2011, avec pour objectif de résoudre à l'amiable les litiges de consommation. Des procédures sont déjà développées dans les secteurs de la banque, des communications électroniques, de l'énergie ou de la vente à domicile.

Publications

Banque de France

- *Synthèse du colloque international sur la microfinance*, Paul Loridant, Observatoire de la microfinance, Béatrice Raoult-Textier, Direction de la surveillance des relations entre les particuliers et la sphère financière, Luc Jacolin et Julien Moulouguet, Direction des Etudes et des Relations internationales ;
- *Le traitement des billets : l'évolution de la réglementation et du recyclage par le secteur privé en France*, Martine Bodils, Michel Brondel, Direction des Activités financières.

Ces deux articles publiés dans le Bulletin de la Banque de France n° 185 sont disponibles sur :

<http://www.banque-france.fr/fr/publications/revues/Bulletin-de-la-Banque-de-France/telechar/2011/Bulletin-de-la-Banque-de-France-185.pdf>

- *Référentiel des financements des entreprises*

Ce document est disponible sur :

<http://www.banque-france.fr/fr/instit/services/referentiel-des-financements-des-entreprises/referentiel-des-financements-des-entreprises.htm>

Publications IEDOM

Les rapports annuels 2010 (Edition 2011) de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin sont disponibles, gratuitement, en téléchargement sur notre site Internet (www.iedom.fr).

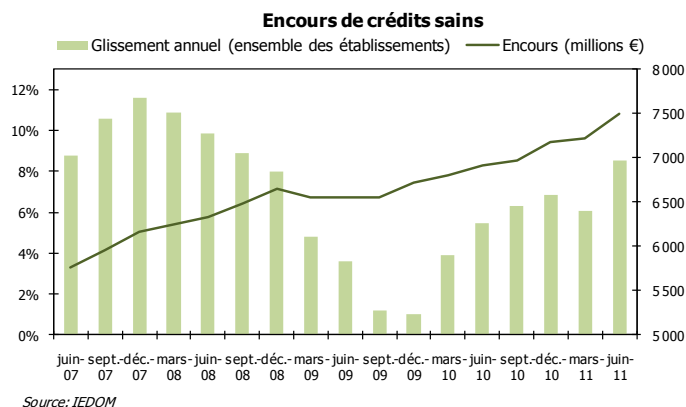
SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Accélération de l'encours de crédit à fin juin 2011

A fin juin 2011, en Guadeloupe, le rythme de progression de l'encours sain des crédits s'accélère passant de 6,1 % en mars à 8,5 % (+ 588,8 millions €); l'encours s'établit ainsi à 7,5 milliards €. Il est à noter que cette croissance est liée pour 2 points à l'octroi de crédits immobiliers, à des bailleurs sociaux du département (83 millions €) et à une opération réalisée sur les crédits de court terme au secteur public pour un montant de 57,7 millions €. En excluant ces opérations, l'encours de crédits progresserait de 6,5 % sur un an.

Cette évolution est essentiellement liée à l'encours de crédits des entreprises qui progressent de 7,3 % (+240,9 millions €, contre +2,1 % en mars), pour s'établir à 3,54 milliards €. La croissance relevée à fin juin provient en premier lieu du dynamisme des crédits immobiliers (+9,1 % contre +1,4 % en mars). A l'inverse, la croissance des crédits d'investissement se tasse à fin juin (+7,3 % sur un an, contre +8,2 % en mars). L'encours des crédits d'exploitation affiche une très légère progression en juin (+0,2 %, contre -16,5 % en mars). Les crédits à l'équipement, pour leur part, augmentent de 8,7 % sur un an.

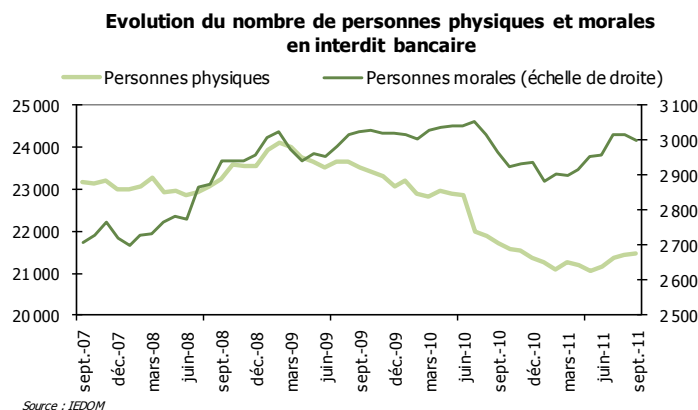
L'encours de crédits aux ménages accuse un ralentissement à fin juin 2011. A 2,8 milliards €, il progresse tout de même de 6,5 % sur un an (+168,6 millions €), contre +8,5 % en mars 2011. Cette perte de vigueur est observée aussi bien sur le financement de la consommation (+5,2 % après +6,4 % en mars) que sur les crédits à l'habitat (+7,1 % après 9,7 % en mars).



Légère dégradation de la vulnérabilité des agents économiques

A fin septembre 2011, le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire (21 480) recule de 1,1 % sur un an, mais progresse de 0,2 % sur un mois. Le nombre de retraits de cartes bancaires enregistre une baisse significative (-10,1 % sur un an et -29 % sur un mois). En revanche, le nombre de personnes morales en interdit bancaire (3 000) augmente de 1,2 % par rapport à septembre 2010 (-0,5 % sur un mois).

Au 31 septembre 2011, les incidents de paiement sur effets de commerce, cumulés depuis le début de l'année, affichent une hausse tant en valeur (+7,4 %) qu'en volume (+3,7 %). 38 dossiers ont été déposés à la commission de surendettement au mois de septembre. Depuis janvier 2011, 284 dossiers ont été reçus, soit 58 dossiers de plus (+25,7 %) qu'en 2010 à la même période.



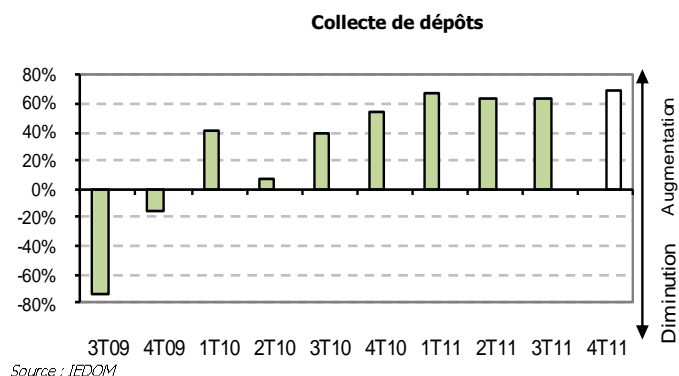
L'activité bancaire et financière reste bien orientée au troisième et quatrième trimestre 2011

Les résultats de l'enquête menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des banques locales mettent en évidence une poursuite de l'amélioration de la conjoncture bancaire et financière au 3ème trimestre 2011.

L'ensemble des soldes d'opinion des dirigeants d'établissement est en effet positif excepté l'environnement économique et le coût du risque.

L'activité de crédit et la collecte des dépôts devraient se maintenir au troisième trimestre. En dépit d'une hausse des charges d'exploitation, le résultat net des établissements de crédit de la place devrait croître à un rythme plus soutenu qu'au trimestre précédent.

Au quatrième trimestre 2011, compte tenu des prévisions des dirigeants, le produit net bancaire devrait connaître une réelle progression en lien avec développement des commissions.



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

La CGSS dresse un bilan du recouvrement des cotisations à fin août 2011

Selon la CGSS, le taux de cotisations sociales impayées des entreprises du secteur privé atteint 36 % à fin août, en hausse 3,5 points par rapport à l'an dernier. Sur longue période, le taux d'impayés total (incluant les taxations d'office) progresse de façon quasi continue depuis le début de l'année 2009. Les demandes de délais de paiement sont également plus nombreuses (+27 % à fin août). A cette date, la créance totale des entreprises de Guadeloupe dépasse la somme de 917 millions d'euros. Les principaux secteurs en impayés sont la construction (170 millions d'euros) et les activités commerciales (164 millions).

La Guadeloupe à l'honneur sur une pièce de monnaie

La Monnaie de Paris a lancé le 19 septembre une collection de 27 pièces de 10 € en argent mettant à l'honneur les plus célèbres monuments et sites de France. La Guadeloupe fait partie des régions mises à l'honneur. Pour l'illustrer, la Monnaie de Paris a retenu trois emblèmes qui font référence à l'identité de l'île antillaise : la fleur de lys, le soleil et la canne à sucre. Une illustration des contours de l'île permet d'en voir la forme. La mise à disposition de ces pièces, dont le tirage est limité à 50.000 exemplaires, se fera du 5 décembre 2011 au 28 janvier 2012 dans les bureaux de poste.

La SEDG en redressement judiciaire

Les sept magasins dépendant de la Société d'Exploitation et de Distribution des Supermarchés de Guadeloupe (SEDG) du groupe Honoré, exploités sous l'enseigne Super-U ou Unik Market, ont été placés en redressement judiciaire le 9 septembre par décision du tribunal de commerce. Avant leur rachat par la SEDG le 4 janvier 2011, ces sept supermarchés étaient exploités sous l'enseigne Match par le groupe belge SISB, ancien propriétaire des supermarchés Cora, Match, Leader Price et Ecomax aux Antilles-Guyane.

Reconnaissance de l'état de calamité agricole

Suite aux importants dégâts causés par la pluviométrie abondante du début d'année sur la production des agriculteurs et des éleveurs, le préfet de Région a reconnu le 7 septembre par arrêté le caractère de calamité agricole pour les cultures vivrières et maraichères des communes de Morne à l'Eau, le Moule, Sainte-Anne, Sainte-Rose, Saint-François, Lamentin, Deshaies et les Abymes. La perte de cheptel des producteurs installés dans ces mêmes communes a également été prise en compte dans le dispositif d'indemnisation.

La destination Guadeloupe présente aux salons Le Grand pavois et Top Résa

Au mois de septembre, le Comité du tourisme des Iles de Guadeloupe (CTIG) a assuré la promotion du tourisme guadeloupéen par sa présence à deux grands salons. Le salon Top Résa, destiné au professionnel du tourisme et des voyages s'est tenu du 20 au 23 septembre à Paris. Celui du Grand pavois, dédié aux passionnés de la mer et de la navigation, s'est déroulé du 14 au 19 septembre à la Rochelle. Ces événements ont permis de mettre en avant le patrimoine touristique et nautique de l'archipel guadeloupéen et d'être à l'écoute des évolutions du marché.

Elections sénatoriales

Les élections sénatoriales ont eu lieu dimanche 25 septembre. Il s'agissait pour les grands électeurs d'élire, parmi dix-huit candidats, les trois représentants de la Guadeloupe au Sénat. Le sénateur socialiste sortant Jacques Gillot a été réélu dès le premier tour avec 62,5 % des voix. Deux autres socialistes, élus au deuxième tour, l'ont rejoint : le maire de Saint-Louis (Marie-Galante), Jacques Cornano et celui de la commune de Pointe-Noire, Félix Desplan.

Nominations

Alain MORFIN, Directeur Régional de la Caisse d'Épargne, a quitté le département fin août pour une nouvelle affectation au Mali. Son remplaçant sera nommé ultérieurement.

Richard CURNIER est nommé Directeur régional Antilles-Guyane de la Caisse des dépôts et des consignations (CDC) en remplacement de Philippe LAMBERT, nommé Directeur Midi-Pyrénées.

Alain STASSINET a remplacé Lucien MAUREL au poste de Directeur général de la BCFAG (Banque Française Commerciale Antilles-Guyane).

Paul CARITE prend la suite de Baldomero VALVERDE à la Direction générale de la CRCAMG (Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Guadeloupe) à compter de début novembre.

ACTUALITE REGIONALE

La coopération entre les parties française et hollandaise de l'île de Saint-Martin se renforce

Une commission mixte tripartite, composée de l'Etat, de la Collectivité et du gouvernement de Sint-Maarten, va se créer à l'initiative du Préfet Jacques Simonet. Elle entend formaliser les relations entre les autorités des deux parties de l'île sur des préoccupations parmi lesquelles figurent la sécurité, l'environnement, l'énergie, le traitement des déchets, la santé, l'éducation et l'immigration. Cette commission mixte tripartite devrait voir le jour avant le 15 décembre 2011.

La carte Caripass, un moyen de circuler librement pour les ressortissants du CARICOM

La mise en place d'une Carte de Voyage (Caripass) au format d'une carte de crédit est désormais effective dans les pays du CARICOM. Elle permet aux résidents légaux du CARICOM de circuler librement entre les états membres sans autres formalités que la présentation de la carte aux lecteurs électroniques permettant l'ouverture automatique des portes frontalières.

Le troisième forum économique Chine-Caraïbe s'est tenu à Trinidad et Tobago

Le troisième forum Chine-Caraïbe a eu lieu le 13 septembre à Trinidad et Tobago. A cette occasion, un accord de coopération économique et technique a été signé entre la Jamaïque et la Chine. La Chine a annoncé par ailleurs 1 milliard de prêts afin de financer des projets d'infrastructures dans la zone. Le commerce entre la Chine et la Caraïbe a atteint 7,2 Milliards USD en 2010 (+24 %).

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Indice des prix à la consommation France Aout 2011	125,5	0,2 %	2,2 % 2,0 %
Chômage (Source : DDTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A) Août 2011	56 240	0,2 %	7,0 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations - (en M€) Importations - (en M€) Juillet 2011	20 224	- -	-43,2 % -48,3 %
Energie (Source : EDF)	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh Cumul annuel Mai 2011	38 187	-1,4 %	-4,3 % -4,4 %
Créations d'entreprises (Source : INSEE)	Nombre d'entreprises créées Août 2011 Cumul annuel	453 3 763	-	39,0 % -1,5 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages (Source : IEDOM)	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire Nombre de retraits de cartes bancaires Cumul annuel Nombre de dossiers de surendettement déposés Cumul à fin septembre	Septembre 2011 Septembre 2011 3 928 284	0,2 % -29,0 % - -	-1,1 % -10,1 % -11,6 % 25,7 %
Entreprises (Source : IEDOM)	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers € - Nombre Septembre 2011 cumul annuel Septembre 2011 cumul annuel	915 12 845 134 1 153	-54,9 % - 0,0 % -	-1,2 % 7,4 % 19,6 % 3,7 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers - (entrées + sorties) Cumul annuel Août 2011	213 185 1 395 069	2,9 % -	2,9 % 6,5 %
Trafic portuaire (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties) Cumul à fin Août 2011	2 139 170 535 089	- -	10,2 % -4,3 %
Immatriculations (Source : CGDD)	Immatriculations de véhicules neufs (VPN+VUN) Juillet 2011 Cumul annuel	1 485 9 683	-0,8 % -	-4,6 % 3,9 %
Construction (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes) Cumul annuel Août 2011	17 131 151 745	-9,4 % -	-11,3 % -5,1 %
Banane (Source : DDCCRF)	Exportations de bananes (tonnes) Cumul annuel Juillet 2011	5 367 32 009	-28,1 % -	34,8 % 97,0 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,50%	13/07/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	13/07/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,75%	13/07/2011

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)					
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

** hors prime d'Etat*

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Septembre 2011)			
Jun	Juillet	Août	Septembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
1,1330%	1,0033%	0,8972%	0,9963%	1,3470%	1,5360%	1,7360%	2,0670%

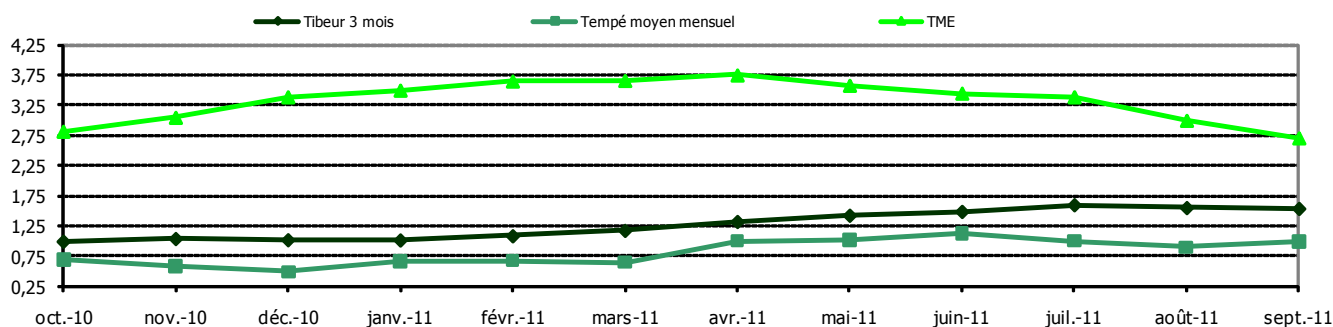
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Jun	Juillet	Août	Septembre	Jun	Juillet	Août	Septembre
3,45%	3,39%	3,00%	2,71%	3,65%	3,59%	3,20%	2,91%

Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,62%
Prêts à taux fixe	6,23%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,10%
Prêts à taux variable	5,61%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts relais	6,28%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,52%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,27%	Découverts en compte (1)	13,84%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	12,76%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,16%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	11,65%	Découverts en compte (1)	13,84%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

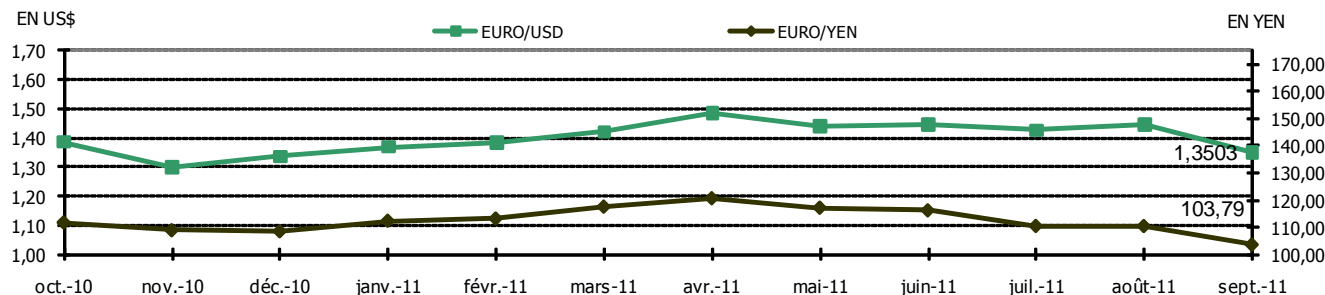
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3503	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,9085	EURO/SRD (Surinam)	4,41840
EURO/JPY (Japon)	103,7900	EURO/BWP (Botswana)	9,70220	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,39660
EURO/CAD (Canada)	1,4105	EURO/SCR (Seychelles)	16,7350	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,3937
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,86670	EURO/MUR (Maurice)	38,7284	EURO/BBD (La Barbade)	2,67780
EURO/SGD (Singapour)	1,7589	EURO/BRL (Brésil)	2,5067	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,57000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5213	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,75010	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2814,3673	EURO/XCD (Dominique)	3,6150	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : C. APANON

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activités la Providence - ZAC de Dothémare - 97139 - Les Abymes

Achévé d'imprimer le 6 octobre 2011 - Dépôt légal : octobre 2011 - ISSN 1240-3806